

Kit de préparation des sujets

Preparation kit



2nd Session Inter-régionale du comité Sud-Est

Luynes

31 Mars – 2 Avril 2017





Laure Steinville

President of the session

«This session for me is about going full cycle, five years after: the highschool where the session takes place was my home for two years when I was myself a student there. This place and the people there taught me what it means to be passionate, inclusive, and hardworking. I couldn't be happier to come back to the South of France to transmit such values to younger generations of active citizens.»

« Cette session, pour moi, c'est comme revenir à la maison, 5 ans après : le lycée où elle aura lieu a été ma maison pour deux ans quand j'y étais moi-même lycéenne. Cet endroit et les personnes que j'y ai rencontrées m'ont appris ce que c'était vraiment qu'être passionnée, ouverte d'esprit, de travailler dur. Rien ne me rendrait plus heureuse que de revenir dans le sud de la France pour transmettre les valeurs du PEJ aux jeunes générations de citoyens actifs.»

This committee topic kit has been written thank to the great work of the members of the National Academic Council of EYP-France :

Please many thanks you them and their great work. Si vous êtes intéressé-e pour participer aux activités de la Commission académique et de rédaction des sujets, contactez-nous à l'adresse cars@pejfrance.org.

CULT

Nazisme, stalinisme, fascisme... L'Union Européenne s'est construite sur la formule « plus jamais ça » face à un héritage lourd à porter. Alors que les derniers survivants de ces périodes disparaissent, comment l'Union européenne et ses Etats membres peuvent-ils encourager la sensibilisation de l'opinion européenne aux crimes commis par les régimes totalitaires ainsi qu'un travail critique concernant la responsabilité des protagonistes dans les conflits, tout en favorisant le devoir de réconciliation entre les peuples ?

DROI

Alors que l'accès à l'éducation est un droit fondamental en Europe, de nombreux enfants et jeunes en sont privés du fait de conflits notamment militaires qui interrompent le fonctionnement gouvernemental ou mettent en péril les infrastructures scolaires. Comment l'Union européenne et ses Etats membres peuvent-ils assurer la continuité de l'accès à l'éducation dans les situations de conflits ?

ENVI

Face à la pollution atmosphérique des grandes villes européennes et les problèmes de santé publique engendrés, quelles actions l'Union européenne et les Etats membres peuvent ils mettre en œuvre pour préserver la santé des citoyens ?

IMCO

Alors que l'Organisation Mondiale de la Santé soutient la taxation des boissons sucrées afin de réduire leur consommation, l'Union européenne et ses États membres devraient-ils intensifier leurs efforts pour contrôler les marchés des boissons sucrées et autres produits alimentaires malsains afin de lutter contre l'obésité infantile?

LIBE

Comment les Etats membres peuvent-ils trouver un équilibre entre les intérêts en matière de sécurité et les libertés civiles des citoyens européens à propos de la surveillance et la rétention de données, et quel rôle l'Union européenne peut-elle jouer ?

SEDE I

Ayant à l'esprit que les frontières européennes extérieures sont au centre du débat, comment l'Union européenne peut-elle tirer parti des pouvoirs accrus en 2017 du Corps européen de garde-frontières et de garde-côtes?

SEDE II

Alors que le monde est de plus en plus connecté, et s'expose ainsi à des risques nouveaux tels que la cybercriminalité, comment l'Union européenne peut-elle contribuer à protéger les Etats membres et les citoyens face aux menaces des cyber attaques de toute nature ?

TRAN

Au vu de la récente attaque du train Thalys allant de Paris à Amsterdam, dans quelle mesure l'Union européenne et les Etats membres peuvent-ils améliorer la sécurité à bord des transports transfrontaliers sans menacer la libre circulation des personnes au sein de l'espace Schengen ?

Pour chacune des commissions, une fiche pratique vous permet de retrouver les éléments destinés à faciliter votre préparation :

[Présentation et compétences / Presentation and competences](#)

Vous trouverez pour chacune des commissions la présentation de ses compétences. Les compétences sont fixées par le règlement intérieur du Parlement européen.

[Contexte, sujet et mots-clé / Context, topic and keywords](#)

Pour chaque sujet, une citation et un paragraphe de contexte illustrent le sujet et font ressortir ses enjeux.

Le sujet de résolution est la question à laquelle la commission doit répondre par sa résolution (projet de « loi européenne »).

[Ressources documentaires / Supporting documentation](#)

Les ressources documentaires sont des articles, rapports ou sites internet traitant du sujet de la commission. Elles apportent des connaissances, donnent des points de vue, illustrent les sujets à traiter.

Les sources des ressources documentaires sont variées, pour chaque sujet elles sont séparées en trois catégories :

Institutions
Médias
Société civile

Avertissement important : statut de l'information disponible dans ce kit
Important warning: status of information available in this kit

Les sources documentaires fournies sont **INDICATIVES** et **NON EXHAUSTIVES**.
The supporting documentation provided is **INDICATIVE** and **NON-EXHAUSTIVE**.

Le but est de vous indiquer des sources d'informations fiables et de vous donner une perspective de réflexion aussi large que possible.

Le PEJ-France ne prend pas position pour ou contre les opinions énoncées dans ces liens ; nous considérons néanmoins que pour répondre aux problématiques qui vous sont proposées, il convient de tenir compte des points de vue de tous les acteurs pertinents. Notez que le PEJ-France n'est en aucun cas responsable, ni même garant, des contenus ou opinions de sites variés. Les textes reflètent exclusivement les positions de leur(s) auteur(s).

Certains liens renvoient vers une organisation en général, d'autres vers des pages listant renvoyant elles-mêmes vers d'autres pages ou sites ; et d'autres encore sont plus précis. Pour y accéder, il suffit de cliquer sur l'hyperlien (en bleu).

Exploitez ces pistes, mais ne vous en contentez pas. Soyez critiques et objectifs par rapport à l'objet de réflexion.
Make the most out of these indications but don't settle for them. Be critical and objective in regard to your topic.

Institutions de l'Union européenne

Le portail de l'Union européenne – Une première entrée sur le web consacrée aux institutions européennes et de nombreux résumés sur les compétences des différentes institutions et leur actualité :
<http://europa.eu>

Parlement européen :
<http://www.europarl.europa.eu>

Commission européenne :
<http://ec.europa.eu>

Conseil de l'Union européenne :
<http://consilium.europa.eu>

Documents de référence sur le fonctionnement et l'actualité de l'Union européenne

Les institutions de l'Union européenne, Yves Doutriaux, Christian Lequesne, Ed. Documentation française, 7ème éd., 2008

L'Union européenne à l'heure de l'élargissement, CRDP du Languedoc-Roussillon, collection « 99 questions sur », 2007

Abécédaire en ligne des institutions de l'Union européenne :
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/europe-international/liste/union-europeenne-generalite-institutions>

Un ensemble de cartes en ligne sur les problématiques actuelles de l'Union européenne et de ses 27 pays membres :
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/motcle/cartotheque-monde/europe.shtml>

Euractivfr - Journal en ligne, gratuit et indépendant, dédié aux politiques de l'Union Européenne en France. EurActiv.fr fait partie d'un réseau paneuropéen de quinze rédactions nationales. Chaque rédaction édite une version nationale du journal, dont EurActiv.com à Bruxelles.
www.euractiv.fr

Touteurope – Le portail web français sur les questions européennes. Ce portail offre un suivi quotidien de l'actualité européenne (revue de presse, dossiers d'actualité) et propose aux internautes une information pédagogique sur l'Union européenne (cartes, graphiques, schémas).
<http://www.touteurope.fr>

European Navigator – La référence multimédia sur l'histoire de l'Europe. Ce site Internet propose un accès libre et gratuit à plus d'un demi-siècle d'histoire et aux organisations de l'Europe unie. Un fonds documentaire de milliers de documents multimédias, multisources et multilingues.
<http://www.ena.lu>

Nazisme, stalinisme, fascisme... L'Union Européenne s'est construite sur la formule « plus jamais ça » face à un héritage lourd à porter. Alors que les derniers survivants de ces périodes disparaissent, comment l'Union européenne et ses États membres peuvent-ils encourager la sensibilisation de l'opinion européenne aux crimes commis par les régimes totalitaires ainsi qu'un travail critique concernant la responsabilité des protagonistes dans les conflits, tout en favorisant le devoir de réconciliation entre les peuples ?

Mot clés

Totalitarisme : "Système politique dans lequel l'Etat, au nom d'une idéologie, exerce une mainmise sur la totalité des activités individuelles".

Devoir de mémoire : « L'obligation morale de témoigner, individuellement ou collectivement, d'événements dont la connaissance et la transmission sont jugées nécessaires pour tirer les leçons du passé (la Résistance ou la déportation pendant la Seconde Guerre mondiale par exemple). »

Journée européenne du souvenir : "La Journée européenne du souvenir [...] désigne la journée du 23 août que le Parlement européen a proclamée en 2009 pour conserver le souvenir des victimes de tous les régimes totalitaires et autoritaires. Elle est célébrée par les organes de l'Union européenne depuis 2009."

Travail de mémoire européen : programme mis en place par la Commission européenne visant à "Permettre aux citoyens de mieux comprendre l'Union européenne (UE), son histoire et sa diversité" ainsi qu'à "Sensibiliser à la mémoire européenne, à l'histoire et aux valeurs communes ainsi qu'à l'objectif de l'Union européenne" (Source : Commission européenne)

Contexte

Simone Lagrange, Imre Kertész, Wladislaw Bartoszewski, Pavel Galitsky, Elie Wiesel... Alors que de plus en plus de survivants des régimes totalitaires décèdent, l'Union européenne (UE) vit une période de transition. Les jeunes générations d'européens n'ont jamais vécu sous un climat de guerre, ni sous un régime totalitaire, les disparitions de ces "témoignages vivants" amènent l'UE à se questionner et repenser son approche en matière de devoir de mémoire.

Considéré comme l'un des piliers afin d'assurer la paix et la prospérité en Europe, le devoir de mémoire semble de plus en plus mis en difficulté par les jeunes générations. Ces derniers comprenant avec difficulté l'intérêt de ce devoir face à des "actes du passé", dont leur génération n'est pas responsable.

C'est avec l'espoir de préparer l'avenir de l'UE et de continuer à faire vivre la paix et la coopération entre ses citoyens que l'UE met en place depuis de nombreuses années des actions dans le cadre de sa politique de devoir de mémoire. Que ce soit à travers la "Journée européenne du souvenir" pour les victimes des régimes totalitaires le 23 août, ou encore à travers le projet de Travail de mémoire européen, vi-

sant à soutenir "les activités invitant à réfléchir à la diversité culturelle et aux valeurs communes européennes. Il finance des projets de réflexion sur les origines des régimes totalitaires de l'histoire européenne contemporaine (notamment, mais pas exclusivement, le Nazisme et l'Holocauste, le fascisme, le stalinisme et les régimes communistes totalitaires) et de commémoration des victimes de ces derniers."

Mais comme le souligne un rapport du Parlement européen (PE), la difficulté de la construction d'une mémoire collective et d'un devoir de mémoire émancipateur réside dans les différences fondamentales entre les régimes totalitaires européens. Que ce soit dans leur organisation, leurs objectifs ainsi que sur leur conséquences sur les populations. Ainsi, comment l'UE doit-elle aborder le devoir de mémoire? Comment fédérer les citoyens européens à une mémoire collective, tout en mettant en lumière les particularités des crimes de chaque régime? Comment faire perdurer le devoir de mémoire tout en préservant un futur?

Nazism, Stalinism, Fascism ... The European Union was built on the phrase "Never ever again!" regarding a painful legacy. As the last survivors of these periods are passing away, how can the European Union and its Member States encourage the awareness of the European opinion on crimes committed by totalitarian regimes as well as a critical work on the responsibility of the protagonists in the conflicts, while furthering the duty of reconciliation between people?

Keywords

Duty of remembrance: "Moral obligation to individually or collectively bear witness to events which recognition and transmission are necessary to learn from the past (Resistance or deportation during the Second World War for instance)."

European day of remembrance for the victims of Stalinism and Nazism: "The European day of remembrance (...) refers to the 23rd of August, date proclaimed by the European Parliament in 2009 to retain the remembrance of the victims of all totalitarian and authoritarian regimes. It is celebrated by the organs of the European Union since 2009".

European Remembrance: program set by the European Commission to "enable its citizens to understand the European Union (EU), its history and its diversity" as well as "raise awareness among them to the European remembrance, to history and common values and to the aim of the European Union".

Totalitarianism: "Political system in which the state, in the name of an ideology, have a stranglehold on all individual activities."

Background

Simone Lagrange, French resistance fighter, tortured by Klaus Barbie and deported to Auschwitz-Birkenau passed away on the 17th of February. Just as a lot of other survivors of totalitarian regimes (communism, fascism...), Simone Lagrange made of the duty of remembrance her fight during her whole life. Testifying in memory of those who lost their lives, but mainly testifying for the young generations not to forget and understand the importance of peace and tolerance, the basis of the European construction.

Simone Lagrange, Imre Kertész, Wladislaw Bartosewski, Pavel Galitsky, Elie Wiesel... As many of these survivors are passing away, the European Union is living a transitional period. The young generations in Europe have never lived under a climate of war, nor under a totalitarian regime, and the disappearing of the "living testimonies" brings the UE to question and rethink its approach in terms of duty of remembrance.

Seen as one of the pillars to ensure peace and prosperity in Europe, the duty of remembrance seems to be challenged more and more by the young generations. They would hardly understand the utility of this duty referring to "past actions" that their generation is not responsible for.

It is with the hope of preparing the future of the EU and keeping peace and cooperation alive between its citizens that the EU has set actions for many years within the scope of its policy on the duty of remembrance. Whether it be with the "European day of remembrance" for the victims of totalitarian regimes on August the 23th, or with the European remembrance project, to support "activities inviting reflection on European cultural diversity and on common values. It aims to finance projects reflecting on causes of totalitarian regimes in Europe's modern history (especially, but not exclusively, Nazism that led to the Holocaust, Fascism, Stalinism and totalitarian communist regimes) and to commemorate the victims of their crimes."

But as a report of the European Parliament (EP) emphasizes, the difficulty of the construction of a collective memory and an emancipating duty of memory resides in the fundamental differences between the European totalitarian regimes, whether it be in their organisation, their aim or their consequences on people. Then how does the EU have to take on the duty of memory? How can they federate European citizens to a collective memory, while highlighting the particularities of the crimes committed by each regime? How can they carry on the duty of remembrance while preserving the future.

Alors que l'accès à l'éducation est un droit fondamental en Europe, de nombreux enfants et jeunes en sont privés du fait de conflits notamment militaires qui interrompent le fonctionnement gouvernemental ou mettent en péril les infrastructures scolaires. Comment l'Union européenne et ses États membres peuvent-ils assurer la continuité de l'accès à l'éducation dans les situations de conflits ?

Contexte

Avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne le 1er décembre 2009, l'Union européenne (UE) a adhéré à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Cette dernière précise que « nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction ».

Alors même que l'Ukraine compte parmi les membres du Conseil de l'Europe et donc parmi les signataires de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, la crise politique qu'elle traverse a indéniablement mis à mal l'accès à l'éducation. Les combats violents ont entraîné la destruction et la fermeture de nombreux établissements scolaires. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), 1,7 millions d'enfants seraient directement affectés par le conflit et plus de 200 000 ont besoin d'un soutien psychologique.

Par ailleurs, d'après un rapport de l'association humanitaire en date du 6 janvier 2015, 670 000 enfants seraient privés d'éducation dans les zones de l'est de la Syrie contrôlées par l'organisation Etat islamique. A cela s'ajoutent des attaques fréquentes contre les établissements, rappelle dans un communiqué l'Unicef, qui en a dénombré 68 en 2014. Cependant, la libération de Mossoul en Irak a permis la réouverture de 30 écoles et le retour de 16 000 jeunes irakiens à l'école.

En vertu de l'article 214 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), l'UE s'est engagée à porter « assistance et secours aux populations des pays tiers, victimes de catastrophes naturelles ou d'origine humaine, et à les protéger, pour faire face aux besoins humanitaires résultant de ces différentes situations ». Ayant reçu le prix Nobel de la paix 2012, elle a intégralement consacré l'enveloppe financière liée au prix en faveur de milliers d'enfants victimes de conflits partout dans le monde. Le programme « Les Enfants de la Paix » qu'elle a institué permet d'allouer chaque année d'importants fonds à titre d'aide humanitaire. En 2016 son budget s'élevait à budget 50 millions d'euros. Pour l'Ukraine, à dater du 23 janvier 2017, le montant d'aide humanitaire donné par l'UE depuis le début de la crise a atteint les 371 millions d'euros. En février 2017, l'UE annoncé une aide supplémentaire de 18 millions d'euros.

En matière de sensibilisation et de défense du droit à l'éducation pour tous, enfin, le Parlement européen a remis le 20 novembre 2013 à la jeune militante pakistanaise, prix Nobel de la paix 2014, Malala Yousafzaï, le prestigieux prix Sakharov pour son combat contre l'extrémisme religieux et pour que les jeunes filles de son pays puissent toutes avoir un accès à l'éducation.

While access to education is a fundamental right in Europe, many children and young people are deprived of education because of conflicts, sometimes military, that disrupt government operations or put school infrastructures at risk. How can the European Union and its Member States ensure continuous access to education in situations of conflict?

Background

With the entry into force of the Lisbon Treaty on 1 December 2009, the European Union (EU) adhered to the European Convention of Human Rights and Fundamental Freedoms. The latter states that «no person shall be denied the right to education.»

Even with Ukraine being a member of the Council of Europe and therefore a signatory to the European Convention of Human Rights and Fundamental Freedoms, the political crisis it is undergoing has certainly undermined the access to education. Heavy fightings have resulted in the destruction and the closure of many schools. According to UNICEF, 1.7 million children would be directly affected by the conflict and more than 200 000 are in need of psychological support.

Moreover, according to a report by the humanitarian association dated 6 January 2015, 670,000 children would be deprived of education in areas of eastern Syria controlled by the organisation Islamic State. According to UNICEF, there are frequent attacks against schools, with 68 in 2014.

Under Article 214 of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU), the EU is committed to bring «assistance and relief to people in third countries, victims of natural or man-made disasters, protect and meet the humanitarian needs resulting from these different situations.» Having received the Nobel Peace Prize in 2012, the EU has fully devoted the funds from the prize to thousands of children affected by conflicts around the world. The «EU Children of Peace» programme it has initiated allows the allocation of significant funds as humanitarian aid each year. In 2016, its budget reached 50 million euros. Concerning Ukraine, the amount of humanitarian aid provided by the EU since the beginning of the conflict reached 371 million euros and a further aid of 18 million euros has been announced in february..

In advocacy and defense of the right to education for all, on 20 November 2013, the European Parliament presented Malala Yousafzai, the young Pakistani activist (Nobel Peace Prize 2014) with the prestigious Sakharov prize for her struggle against religious extremism and the right to have access to education for all the girls in her country.

Face à la pollution atmosphérique des grandes villes européennes et les problèmes de santé publique engendrés, quelles actions l'Union européenne et les États membres peuvent-ils mettre en œuvre pour préserver la santé des citoyens ?

Mot clés

Santé publique : Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) la santé publique est "la science et l'art de prévenir les maladies, de prolonger la vie et d'améliorer la santé physique et mentale à un niveau individuel et collectif."

Pollution atmosphérique : Pollution causée par l'homme qui implique l'introduction dans l'atmosphère d'un nombre élevé de microparticules et substances nuisant aux ressources biologiques et écosystèmes, participant au réchauffement climatique et ayant des effets négatifs sur la santé publique.

Contexte

La crise environnementale fait l'objet de plusieurs dizaines d'années de prise de conscience, et malgré une pensée climato-sceptique toujours présente, des conséquences néfastes sur la santé ont été remarquées dans le domaine de la pollution de l'air. En effet, selon un rapport de l'OMS, en 2012, 600 000 décès ont été causés par la pollution de l'air en Europe.

Pour évaluer la qualité de l'air, des normes sont fixées aux niveaux européens, nationaux, et locaux. Cette qualité est évaluée par des seuils de concentration des polluants présents dans l'air, sous formes de particules fines. La France, par exemple, à force de dépassements des seuils, fait l'objet de poursuites face à la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE). De nombreux épisodes de pollutions alarmants ont en effet été constatés au sein des grandes villes du pays ces dernières années, durant lesquels il fut recommandé dans les médias d'éviter de pratiquer du sport et de sortir, notamment pour les enfants et les personnes âgées. Ces épisodes furent aussi marqués en janvier 2017 par l'apparition d'une "neige industrielle". Parmi les 50 villes les plus polluées en Europe, 33 sont polonaises. Cette année par exemple, on estime que la ville de Skala a atteint un niveau de pollution supérieur à celui de Pékin. La principale cause de la pollution de l'air en Pologne est l'ancienneté du mode de chauffage des habitations. Les effets sur la santé causés par la pollution atmosphérique sont variés et ne sont pas à prendre à la légère, puisque l'on assiste aujourd'hui à une multiplication des crises d'asthme, des maladies respiratoires, et à des milliers de décès prématurés. On estime que cette pollution peut avoir des conséquences sur les poumons, le cœur, le cerveau, et les hormones.

Les solutions proposées dans les grandes villes européennes prennent la forme de restrictions de la circulation : circulation alternée pour l'Italie et la Grèce, péages urbains en Angleterre, en Suède et en Norvège, ou encore limitations partielles de la circulation, en fonction de la vitesse autorisée ou alors du type de véhicule, limitation qui peut devenir une interdiction totale de circuler à partir d'un certain seuil dépassé, comme en Belgique.

Facing the atmospheric pollution in the large European cities and the problems it is causing on public health issues, what can the EU and its MS implement in order to preserve the health of its citizens?

Keywords

According to the World Health Organization (WHO), **public health** is “the art and science of preventing disease, prolonging life and promoting health through the organized efforts of society”

Air pollution: Caused by the work of man, air pollution involves the introduction of a high level of microparticles and substances in the air, that is damaging biological resources and ecosystems, participating in the global warming, and harming the public health.

Background

It took the world several decades to realize and acknowledge the environmental crisis, but even though climate-change sceptical thoughts are persisting, harmful consequences have been noticed in the area of air pollution. Indeed, according to a report made in 2012 by the WHO, 600 000 deaths have been caused by the air pollution in Europe.

To evaluate the air quality, norms have been set on European, national and regional scales. This quality is evaluated with concentration thresholds of the fine particles of the pollutants in the air. For instance, France has been sued by the European Court of Justice as the state overran of these thresholds multiple times. In the past few years, numerous alarming episodes of pollution have been noticed in the big cities of the country. During these episodes Medias recommended, especially to the children and to the elderly, to avoid practicing sports outdoors and even to go out. In January 2017, these episodes were also marked by the appearance of urban snow. Amongst the 50 European cities that are the most polluted, 33 are Polish. For instance, the city of Skala has reached this year a higher rate of pollution than the rate of Beijing. The major cause of the air pollution in Poland is the dwellings' old heat system. The consequences of the air pollution on health are quite diverse and important. We are witnessing the increasing of asthma crises, respiratory illnesses, and thousands of premature deaths. It is said by specialists that this pollution is responsible for multiple negative effects on the lungs, heart, brain and hormones.

The solutions offered in the big European cities take the form of restricted circulation: such as alternate traffic circulation in Italy and Greece, urban tolls in England, Sweden and Norway, or partial traffic restrictions in Belgium, which can become a total prohibition if a certain threshold is reached.

Alors que l'Organisation Mondiale de la Santé soutient la taxation des boissons sucrées afin de réduire leur consommation, l'Union européenne et ses États membres devraient-ils intensifier leurs efforts pour contrôler les marchés des boissons sucrées et autres produits alimentaires malsains afin de lutter contre l'obésité infantile?

Mot clés

Obésité : considérée comme une maladie chronique. Il s'agit d'un excès de masse grasse dans le corps en général provoqué par une alimentation trop riche et un manque d'activités physiques. Des facteurs génétiques et psychologiques sont aussi à l'origine de cette maladie.

Surpoids : le surpoids se distingue de l'obésité par l'IMC. Une personne qui a un IMC entre 27 et 29,9 kg/m² est en surpoids, au-delà, la personne est considérée comme obèse.

IMC (indice de masse corporelle) : indicateur international permettant de mesurer l'excès de poids et l'obésité. Il est calculé en divisant le poids par le carré de la taille et s'exprime en kg/m².

Taxation : mesure qui consiste à prélever un certain taux sur certains produits ou services.

Contexte

Un tiers des enfants européens seraient en surpoids selon l'organisation United European Gastroenterology. Le surpoids et l'obésité sont devenus des enjeux majeurs des politiques de santé publique étant considérés responsables de 50% des cas de diabète et 60% des maladies cardiovasculaires. Cette maladie est en outre fortement soumise aux inégalités sociales et économiques dans la mesure où les populations les plus modestes sont souvent les plus touchées. La publicité, les techniques de commercialisation et la forte teneur en graisse des produits issus de l'industrie agro-alimentaire influencent fortement les habitudes de consommation des enfants.

De ce fait, diverses mesures et plans d'action sont menés au sein de l'Union européenne (UE). Des États membres comme les Pays-Bas interdisent aux entreprises de mettre des personnages de dessins animés sur des produits gras et sucrés destinés aux enfants de moins de 13 ans pour réduire l'attractivité de ces produits. Des normes imposent notamment aux entreprises d'indiquer les taux de sucre et de gras. Souvent peu lisibles et visibles, ces normes d'étiquetages font l'objet de débats récurrents tant à l'échelle nationale qu'internationale mais les tentatives de réformes sont confrontées à une forte opposition des industries agro-alimentaires. Enfin, des programmes de lutte contre l'obésité tels que « Healthy Weight for Life » à Malte sont mis en place. L'UE déploie aussi son programme de lutte, il s'agit de la stratégie européenne pour les problèmes de santé liés à la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité.

While the World Health Organisation is supporting the taxation of sugary drinks in order to reduce its consumption, should the European Union and its Member States intensify their efforts to control the sugary drinks market and other unhealthy food items with the aim of fighting child obesity?

Keywords

Obesity: considered to be a chronic illness, obesity is a fat mass excess in the body due to a fat-rich diet and a lack of physical activity. Genetical and psychological factors are also the cause to this illness.

Overweight: overweight differs from obesity: a person who has a BMI between 27 and 29.9kg/m² is overweight. Above this BMI, the person is considered as obese.

BMI (body mass index): international index that helps to measure overweight and obesity. You can obtain someone's BMI by dividing his weight by the number obtained when you square his height, the number is expressed in kg/m²

Taxation: measure consisting to levy a certain tax on particular items or services.

Background

One third of European children are considered to be overweight according the United European Gastroenterology organization. Overweight and obesity became major issues in public health policies as it is considered to be the reason of 50% of the cases of diabetes and 60% cardiovascular diseases. Furthermore, this illness is also a reflection of social and economic inequalities to the extent that modest populations are often the ones that suffer the most of obesity. Advertisement, marketing methods and fat-rich items produced by the food industry is highly influencing children's consumption habits.

As a consequence, multiple measures and action plans are lead across the European Union (UE). Some Member States such as the Netherlands forbade the food industries to put cartoon characters on fat and sweetened products for children under 13 in order to reduce the attractiveness of these products. Also, norms are imposed for the industries to indicate sugar and fat contents on their products. These labelling standards are nonetheless not legible and visible enough and provoke recurring debates on national and international scales. However, the attempts for a reform of label standards is receiving a strong opposition from food industries. Finally, obesity programs such as the Maltese program "Healthy Weight for Life" are implemented. The EU is also spreading its program in the framework of its European-wide strategy against nutrition related health issues, overweight and obesity.

Comment les Etats membres peuvent-ils trouver un équilibre entre les intérêts en matière de sécurité et les libertés civiles des citoyens européens à propos de la surveillance et la rétention de données, et quel rôle l'Union européenne peut-elle jouer ?

Mot clés

Libertés civiles : ensemble de droits reconnus par la loi aux citoyens, par opposition au droit canonique (religion) ou militaires. Situation qui ne devrait pas faire l'objet de pressions : liberté de la presse, liberté de penser, liberté d'expression.

Surveillance et la rétention de données : il s'agit de la collecte et conservation de données privées, encadrées par des règles strictes, pour des études statistiques et du renseignement.

Contexte

Au vu des activités terroristes présentant une réelle menace pour la sécurité des sociétés européennes, récemment mise en évidence par les attaques en France du 7 janvier 2015 contre Charlie Hebdo ou du 21 août à bord du train Thalys (Aout 2015), beaucoup d'Etats membres ont introduit ou sont en train de débattre de mesures de surveillance et de rétention accrue des données. Ces mesures sont considérées par beaucoup comme étant des instruments précieux pour combattre les activités terroristes.

Néanmoins, elles suscitent de fréquentes critiques de la part des militants pour les libertés civiles et les droits de l'Homme, qui avancent que de telles mesures portent sérieusement atteinte aux droits des citoyens, et particulièrement à leur droit à la vie privée. Ces militants dénoncent l'établissement d'une surveillance de masse que ce type de législation permettrait. Ils mettent aussi en avant le risque que les gouvernements utilisent cette législation contre des opposants politiques ce qui va à l'encontre du principe de pluralité démocratique. Avec la France elle-même ayant depuis peu adopté une législation controversée qui augmente dramatiquement sa propre rétention de données et ses capacités de surveillance, et Human Rights Watch ayant déposé une plainte contre l'agence britannique de surveillance des données en septembre 2015, le débat est plus actuel que jamais.

How can the Member States balance security interests and the civil liberties of European citizens in relation to data retention and surveillance, and what role can the European Union play?

Keywords

Civil liberties : rights citizens have, contrary to canonic law (for religion) or military law. Situation without external pressure on citizens to act : freedom of press, freedom of thought, freedom of speech.

Retention Management : it is when a governmental institution saves private datas, under specific laws, in order to use them for statistical studies and intelligence.

Background

In the light of terrorist activities posing a real threat to the security of European societies, most recently evidenced by attacks in France on the 7th of January against Charlie Hebdo or on the 21th of August on board of a Thalys train (August 2015), many Member States have introduced or are debating increased data retention and surveillance measures. These measures are considered by many to be invaluable tools in combating terrorist activists.

However they draw frequent criticisms from civil liberties and Human Rights activists, who argue that such measures infringe seriously on the rights of citizens, particularly their right to a private life. These activists denounce the establishment of a mass surveillance that this type of legislation would allow. They also highlight the risk that governments use this legislation against political opponents, which runs counter to the principle of democratic plurality. With France itself having recently adopted controversial legislation dramatically increasing its own data retention and surveillance capacities, and Human Rights Watch filing a claim against the British data surveillance agency in September 2015, the debate is very much a current one.

Ayant à l'esprit que les frontières européennes extérieures sont au centre du débat, comment l'Union européenne peut-elle tirer parti des pouvoirs accrus en 2017 du Corps européen de garde-frontières et de garde-côtes?

Espace Schengen: espace de libre circulation des biens et des personnes entre 22 des 28 Etats membres de l'Union européenne et 4 pays non membres de l'Union (Islande, Suisse, Norvège, Liechtenstein), signataires des accords de Schengen. Cela implique la suppression des contrôles aux frontières à l'intérieur de cet espace.

Système d'Information de Schengen (SIS): Le SIS a été créé pour maintenir la sécurité à l'intérieur de l'espace Schengen. Ce système est basé sur trois instruments juridiques: une coopération aux frontières extérieures, une coopération des polices et des justices ainsi qu'une coopération de l'immatriculation des véhicules.

Corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes: Officiellement lancée le 6 Octobre 2016, le corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes est l'agence qui est en charge du contrôle et de la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen. Cette agence remplace et renforce ce que fut Frontex.

Contexte

“L'espace Schengen sans frontières intérieures ne sera pérenne que si les frontières extérieures sont efficacement sécurisées et protégées.” déclarait la Commission Européenne dans un communiqué de presse du 25 Janvier 2017.

Le corps européen de gardes-frontières et de garde-côtes est une agence dont la création a été proposée par la Commission européenne et qui a été mise en service le 6 Octobre 2016 à la frontière turco-bulgare, zone majeure de l'entrée des réfugiés clandestins en Europe. Cette agence complète et pallie les insuffisances de Frontex. La création de la nouvelle agence implique des pouvoirs plus importants que cette dernière puisqu'elle dispose d'un élargissement des moyens budgétaires, techniques et humains. Par exemple en 2017, 330 millions d'euros ont été alloués au corps européen de gardes-frontières et de garde-côtes, alors que le budget de Frontex en 2015 représentait 100 millions d'euros.

Frontex était en effet une agence dépendante des moyens fournis par les Etats membres. Désormais, l'agence est dans la possibilité de posséder des biens matériels tels que des bateaux, hélicoptères et avions, et également une réserve de 1 500 gardes-frontières mobilisables en 5 jours. Elle a également les capacités et l'obligation d'effectuer des “examens de vulnérabilité” aux frontières et de faire appel à une autre agence qui appliquera des mesures correctives auprès des Etats membres qui ne respecteraient pas les normes de l'agence. Le corps européen des gardes-frontières et garde-côtes a aussi prévu la création d'un “bureau des retours”. Ce bureau serait en charge de la gestion des reconduites dans leur pays d'origine des migrants illégaux, après la volonté de nos chefs d'Etats de limiter l'entrée des migrants clandestins.

Bearing in mind that external European borders are still a central point of debate in 2017, how can the European Union take advantage of the increased powers of the European Border and Coast Guard?

Background

“The Schengen area without any internal borders can only be long-lasting if its external borders are effectively secured and protected” declared the European Commission in press release on January 25th, 2017.

Schengen area: Area of free circulation of goods and people between all the signatory states of the Schengen agreements: 22 of the 28 Member States of the European Union, and 4 associated countries (Iceland, Switzerland, Norway, Liechtenstein). This implies the removal of the borders within the area.

The Schengen Information System (SIS): the SIS has been created to help to preserve the internal security of the Schengen area based on three legal instruments: an external border cooperation, a police and judicial cooperation, a cooperation on vehicle registration.

European Border and Coast Guard: Officially launched on October 6th, 2016, the European border and coast guard (EBCG) is the agency in charge of controlling and managing the external borders of the Schengen area. This agency replaces and reinforces what Frontex used to be.

The European Border and Coast Guard is an agency that has been proposed by the European Commission and that has been implemented on October 6th last year at the Turkish-Bulgarian border, the major entry area for illegal refugees coming in Europe. This agency completes and tackles the shortfalls of the former Frontex agency. The creation of this new agency implies increased powers since they now possess greater financial, technical and human resources. For instance, in 2017, 330 million euros were allocated to the European border and coast guard whereas the 2015 budget for Frontex represented 100 million euros.

Frontex used to be dependent on the Member States because they used to provide the agency with their national equipment. From now on, the agency is capable of owning equipment such as boats, helicopters and planes. It also owns its own reserve force composed of 1.500 border guards that can be mobilised in less than 5 days. The new agency is to carry out “vulnerability analysis” on the borders and to call upon other agencies to demand corrective measures to the Member States that do not respect the European border and coast-guards norms. The European Border and Coast Guard also aimed for the creation of a “return committee” that would be in charge of the management of the accompaniment of illegal immigrants back to their home country, as a response to our head of states’ will to curb the inflow of illegal migrants.

Alors que le monde est de plus en plus connecté, et expose ainsi à des risques nouveaux tels que la cybercriminalité, comment l'Union européenne peut-elle contribuer à protéger les États membres et les citoyens face aux menaces des cyberattaques de toute nature ?

Mot clés

Cybercriminalité : La cybercriminalité représente l'ensemble des infractions relatives aux ordinateurs. Ainsi l'infraction peut-être commise au moyen d'ordinateurs, ou viser ces derniers.

NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et la Communication. C'est l'ensemble des techniques utilisées pour le traitement et la transmission des informations (câble, téléphone, Internet, etc.)

Désinformation : La désinformation peut se définir par l'utilisation des médias dans le but de faire passer un message susceptible de tromper ou d'influencer l'opinion publique.

Contexte

Le XXI^e siècle peut être considéré comme étant le siècle de la technologie. En effet, il se caractérise par l'émergence des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC.) Par conséquent, le monde se retrouve confronté à une inter-connectivité croissante, causée par la popularisation des réseaux sociaux ainsi que des appareils connectés, tels que des smartphones. Ainsi, en 2014, 76% du territoire européen disposait d'un réseau haut-débit. La population européenne se retrouve alors exposée à des risques d'un genre nouveau.

Internet offre la capacité à chacun d'exprimer et de diffuser de l'information. Les médias profitent notamment de l'essor de ce nouvel outil pour communiquer avec le monde. Cependant, certains font preuve d'une réactivité impressionnante, négligent parfois la véracité des propos dans leur totalité et la fiabilité des sources. Ainsi, la désinformation est considérablement facilitée par la connectivité, ce qui entraîne divers problèmes, qui menacent la démocratie.

Par ailleurs, l'importance grandissante d'internet dans la vie quotidienne des individus est accompagnée de l'augmentation de la cybercriminalité, c'est-à-dire de la criminalité dans le cyberspace. Il existe plusieurs formes de cybercriminalité. D'une part, elle désigne la falsification et la fraude en ligne et, elle comprend la publication de contenus illicites. Il est essentiel que l'Union européenne (UE) lutte contre cette cybercriminalité émergente. Ainsi, plusieurs mesures de l'UE ont été adoptées pour la combattre, telles que la directive vie privée et communications électroniques en 2002 ou encore la directive de 2011 qui concerne la lutte contre la pédopornographie.

While the world is increasingly online, and is therefore exposed to new risks such as cybercrime, how can the European Union contribute to the protection of its Member States and its citizens facing the threat of cyber attacks of all kinds?

Keywords

Cybercrime: The term of cybercrime represents all the infractions related to the use of computers. In this way, the offence can be made with computers or can target them and their users.

ICTs: Information and Communication Technologies. All the techniques used for the treatment and spreading of an information (the cable, phones, the internet, etc.).

Disinformation: disinformation can be defined by the misuse of the medias in order to spread a misleading message or a message that could influence public opinion.

Background

The 21st century can be considered as the century of technological advancements. Indeed, it has been marked by the emergence of the new technologies of information and communication (ICTs). The world is now experiencing a growing interconnectedness, caused by the popularisation of social networks as well as connected devices like smartphones. Thus, in 2014, 76% of the European territory was covered by a broadband network. The European population is therefore exposed to risks of a new kind.

The internet gives the possibility and the ability to express oneself and to spread information. Media has taken advantage of the increasing power of this new tool in order to communicate with and to the world. However, some of them show an impressive reactivity, and sometimes neglecting the veracity of the information as well as the reliability of its sources. As a consequence, disinformation is significantly facilitated by connectedness, which leads to diverse issues that threaten our democracies.

Furthermore, the increasing importance of the internet in our daily lives is accompanied by the rise of cyber criminality, that is to say criminality in the cyberspace. There are various forms of cyber criminality. On the one hand, it refers to online falsification and fraud. On the other hand, it includes the publication of illicit contents. It is essential for the European Union to fight this emerging cyber criminality. As a consequence, different measures have been adopted by the EU, such as the private life and electronic communications directive in 2002, or the 2011 one regarding the struggle against pedopornography. Therefore, different measures have been adopted by the EU such as the private life and electronic communications directive in 2002, or the 2011 one regarding the struggle against pedopornography.

Au vu de la récente attaque du train Thalys allant de Paris à Amsterdam, dans quelle mesure l'Union Européenne et les Etats Membres peuvent-ils améliorer la sécurité à bord des transports transfrontaliers sans menacer la libre circulation des personnes au sein de l'espace Schengen ?

Le 23 août 2015, un homme armé a embarqué dans un train Thalys en direction de Paris. Bien que l'attaque ait été déjouée par des passagers, celle-ci a soulevé d'importantes questions à propos de la sécurité à bord des transports internationaux circulant au sein de la zone Schengen. Les ministres européens de l'intérieur et des transports se sont réunis afin de traiter de ces enjeux le 29 août, et même s'ils ont convenus de renforcer la sécurité ferroviaire à bord des lignes internationales, les questions concernant la réalisation, la faisabilité, et des possibles changements de l'accord de Schengen restent en suspens.

L'espace Schengen ne dispose pas de contrôle aux frontières, bien que les gouvernements soient autorisés à vérifier les identités des individus sur leur territoire et à ré-instituer des contrôles aux frontières en raison de menaces de sécurité spécifiques. Certains états européens souhaiteraient amender le code Schengen, mais rencontrent cependant l'opposition de la Commission Européenne, en charge de l'exécution de ce code, qui ne croit pas qu'une modification de ces règles améliorera la sécurité.

« [Contrôler tous les passagers et leurs bagages] est techniquement impossible, et ce serait une victoire pour les terroristes de détruire notre libre voyage »

Thomas de Maizières, Ministre de l'Intérieur allemand, interview de Reuters, 29/08/2015

Beaucoup proposent d'avantages de contrôles des personnes et de leurs bagages au sein des gares, néanmoins cette mesure est considérée comme irréalisable, d'un point de vue à la fois technique et financier. Une autre solution considérée est d'assurer la présence de l'identité du passager sur les billets internationaux, information qui serait partagée avec les services de police ferroviaire.

Des contrôles de sécurité volants aléatoires sont également envisagés, bien que suscitant de vives réactions politiques, avec d'une part la peur que ces contrôles seront basés sur le profilage racial, et d'autre part, la volonté de limiter la capacité des personnes à voyager librement en Europe même quand ceux-ci sont identifiés comme potentiellement dangereux.

D'autres estiment que même si la sécurité est fondamentale, la liberté de mouvement dans l'espace Schengen ne devrait pas être menacée pour ces raisons. En effet, comme le souligne la Commissaire Européenne aux transports, Violeta Bulc : « C'est essentiel que, autant que possible, les transports publics restent ouverts et facilement accessibles. La sécurité doit être proportionnelle à la menace. »

In light of the recent Thalys train attack from Paris to Amsterdam, to what extent should the European Union and the Member States improve security in cross-border transport without impeding the free movement of people within the Schengen area?

Background

“[Screening every passenger and suitcase] is technically impossible and it would be a victory for terrorists to destroy our free travel”

Thomas de Maizières, German Minister of the Interior, Reuters interview, 29/08/2015
Context

On August 23rd 2015, a heavily armed man boarded a Thalys train heading to Paris. Although the attack was foiled by passengers, it raised important questions on the security of international transport in the Schengen zone. European ministers of the interior and transport met to discuss these issues on the 29th of August, and even though they agreed to reinforce railway security on international lines, the questions of its implementation, its feasibility, and possible changes to the Schengen agreement remain unsolved.

The Schengen zone has no border control, although it allows for governments to check identities within their territories and re-impose border controls for specific security threats. Some European countries wish to amend the Schengen code, but this is met with opposition from the European Commission, the enforcer of the code, which does not believe that a change in rules will improve security.

Many propose more thorough screenings of people and baggage in train stations, but this measure is regarded as unfeasible, both from a technical and financial perspective. Another idea being considered is to ensure that international tickets have the identity of the passenger, information which would be shared with railway policy services.

Random security checks are also considered, but cause heated political reactions, with, on the one hand, the fear that the checks will in fact be racial profiling, and on the other hand, the willingness to prevent the ability of people to travel freely around Europe even when they are identified as potentially dangerous.

Some also hold the view that although security is fundamental, free movement in the Schengen zone should not be endangered because of it. Indeed, as the Transport Commissioner Violeta Bulc, outlined: «It is essential that, as far as possible, public transport remains open and easily accessible. Security must be proportionate to the threat».

Ils nous soutiennent :



Les partenaires du Parlement Européen des Jeunes - France



EUROPEAN **YOUTH** PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN DES **JEUNES**
FRANCE

